

Consultation publique n°2023-10 du 25 octobre 2023 relative à la mise en œuvre de la généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles du turpe HTA-BT

Réponse du SIPPEREC

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de déroger à la règle des 12 mois entre deux changements de formule tarifaire d'acheminement à partir du 1^{er} mai 2024 et jusqu'au 1^{er} novembre 2024 ? La période proposée par la CRE vous paraît-elle adaptée ?

Question 2 : Êtes-vous favorable à ce que le GRD effectue la bascule des clients qui n'auraient pas souscrit une formule tarifaire à 4 plages temporelles ?

Question 3 : Êtes-vous favorable aux options par défaut proposées par la CRE dans le cadre de la bascule qui sera opérée par le GRD ?

Question 4 : Êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE pour la souscription d'une formule tarifaire à 4 plages temporelles pour les clients dont le compteur deviendrait communicant après la date du 1^{er} août 2024 ?

La délibération prise par la CRE le 21 janvier 2021 et relative au TURPE 6 HTA-BT prévoit la généralisation des formules tarifaires d'acheminement à 4 plages temporelles en 2024 pour les clients en BT \leq 36 kVA et donc la suppression des options tarifaires sans différenciation temporelle.

La présente consultation a pour objet de réussir la suppression des options tarifaires sans différenciation temporelle pour le 1^{er} août 2024 alors que, malgré les efforts mis en œuvre depuis 2021, il reste 11,4 millions de foyers qui en disposent.

La CRE propose de multiples artifices et solutions pour atteindre l'objectif avant le 1^{er} août prochain, y compris en autorisant le GRD à modifier l'option tarifaire d'un usager par téléopération, sans aucun contact avec celui-ci ou son fournisseur.

Le SIPPEREC est défavorable à l'objectif recherché (suppression des options tarifaires sans différenciation temporelle) et à l'empressement pour le réaliser.

Depuis 10 ans, le sujet a fait l'objet de nombreuses consultations de la CRE¹ auxquelles le SIPPEREC a répondu. La réponse du SIPPEREC n'a pas varié.

¹ Consultations de la CRE concernant, entre autres, une généralisation de la tarification avec différenciation temporelle : 6 mars 2012 – structure du TURPE 4 / 23 juillet et 24 mai 2016 – structure du TURPE 5 / 23 mai 2019 – structure du TURPE 6

Un alourdissement supplémentaire pour la facture énergétique des usagers en précarité énergétique

La méthode de construction des composantes de soutirage retenue par la CRE pour élaborer le TURPE repose sur le principe directeur consistant à faire payer par chaque usager le coût qu'il génère. Ainsi, le coût pour acheminer 1MW supplémentaire est réparti sur les heures (et donc les usagers) où il est appelé.

L'objectif recherché, de couverture des coûts par les usagers qui les génèrent, conduit à sanctionner les usagers thermosensibles et plus particulièrement les usagers BT ≤ 36kVA au chauffage électrique. Plus la consommation est réduite, plus la part de cette consommation, qui ne peut pas être différée à des heures « creuses », est grande.

Parmi ces usagers BT ≤ 36kVA, les foyers en situation de précarité énergétique en chauffage électrique seront d'évidence pénalisés.

Pour mémoire, la forte présence du chauffage électrique en France, conséquence d'un développement commercial mené par EDF jusqu'à la fin des années 2000, est la cause de la forte thermo sensibilité de la France. Ce développement commercial a notamment ciblé les logements de petite taille, sans souci de l'isolation thermique ou même de la qualité des équipements, le chauffage électrique ne demandant qu'un faible coût d'investissement pour son installation.

Le chauffage électrique est par essence le chauffage des logements loués, dont la mise en œuvre de la rénovation énergétique est la plus complexe à réaliser.

Un objectif contraire au principe de péréquation

Comme cela a déjà été exprimé, le SIPPEREC considère que faire supporter par chaque usager les coûts qu'il génère est contraire au principe même de péréquation.

Ce même raisonnement, qui conduit à sanctionner les usagers du chauffage électrique, peut **conduire à sanctionner les usagers en zones rurales, dont la densité d'usagers par km de réseau est bien moindre qu'en urbain.**

Le respect du principe de péréquation consiste à assurer la couverture généralisée des coûts par l'ensemble des usagers, avec une répartition de ces coûts entre usagers très différente du principe de « Chacun paye ce qu'il coûte », retenu par la CRE.

Le traitement au sein de la tarification du TURPE de la thermo sensibilité, bien que relevé par le SIPPEREC lors de 4 consultations et visant les périodes tarifaires TURPE 4, TURPE 5 et TURPE 6, n'est toujours pas abordé.

De plus, le SIPPEREC considère que le signal tarifaire, bien qu'ayant une fonction incitatrice à l'égard des usagers afin de les amener à un usage rationnel de l'énergie, ne peut être conçu comme le strict reflet des coûts que chaque usager engendre. En effet, piéger des usagers en augmentant leur facture et en réduisant leur reste-à-vivre et donc, potentiellement, leur capacité à investir dans leur logement est, de l'avis du SIPPEREC, contre-productif.

La mise en œuvre généralisée de la tarification à différenciation temporelle entraînera *de facto* pour ces usagers de nouvelles augmentations des factures et aggravera les constats rappelés plus haut, sans résoudre les situations.

Une décision prise sans débat transparent et ouvert et sans mesure partagée des impacts

Dans ce contexte, le SIPPEREC considère, comme précédemment, que **de telles évolutions ne peuvent être envisagées sans la réalisation d'une étude d'impact complète, détaillée et publique.**

Cela suppose de disposer préalablement au minimum des éléments suivants :

- Le degré de modulation tarifaire envisagé et une simulation des conséquences financière du découpage pour différentes catégories de clients types en fonction de la puissance souscrite, du mode de chauffage et du niveau de consommation ;
- Une cartographie du parc du chauffage électrique identifiant la part du chauffage électrique au niveau départemental ou régional, en identifiant tout particulièrement les consommateurs potentiellement les plus fragilisés par une hausse des prix ciblant l'usage du chauffage électrique ;
- Des études sectorielles permettant notamment de disposer de données relatives à :
 - la prévalence du chauffage électrique dans le « logement social de fait », particulièrement en Île-de-France
 - la présence ou l'absence d'une corrélation entre chauffage électrique et précarité énergétique.

Pour régler ces questions, le SIPPEREC persiste à demander que se tienne un débat préalable et largement ouvert.

Dans l'attente de la tenue de ce débat et des résultats de l'étude d'impact décrite ci-dessus, le SIPPEREC rappelle la nécessité de lisser les évolutions tarifaires et leurs impacts sur les factures des usagers.

Le SIPPEREC considère que le « jusqu'au boutisme » des actions proposées par la CRE dans sa consultation pour parvenir, quoi qu'il en coûte, à la suppression des options tarifaires, sans différenciation temporelle, est inadapté à la situation actuelle de précarisation énergétique croissante, générée par un accroissement de la part fourniture de la facture d'électricité.